

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.449.2000.TREATIES-1 (Notification Dépositaire)

ACCORD CONCERNANT L'ADOPTION DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
UNIFORMES APPLICABLES AUX VÉHICULES À ROUES, AUX
ÉQUIPEMENTS ET AUX PIÈCES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MONTÉS OU
UTILISÉS SUR UN VÉHICULE À ROUES ET LES CONDITIONS DE
RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES HOMOLOGATIONS DÉLIVRÉES
CONFORMÉMENT À CES PRESCRIPTIONS. GENÈVE, 20 MARS 1958

RÈGLEMENT NO 91. PRESCRIPTIONS UNIFORMES RELATIVES À
L'HOMOLOGATION DES FEUX-POSITION LATÉRAUX POUR LES
VÉHICULES À MOTEUR ET LEUR REMORQUE

PROPOSITION D'AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT

Le 23 juin 2000, le Secrétaire général a reçu du Comité administratif de l'Accord susmentionné, conformément au premier paragraphe de l'article 12 de l'Accord, certains amendements proposés au Règlement No.91.

.....

On trouvera ci-joint un exemplaire du document, en langues anglaise et française, contenant le texte du projet d'amendements (doc. TRANS/WP.29/733).

A cet égard, le Secrétaire général croit bon de rappeler les deuxième et troisième paragraphes de l'article 12 de l'Accord, qui stipulent :

"2. Un amendement à un règlement est réputé adopté si, dans un délai de six mois à compter de la date où le Secrétaire général en a donné notification, plus d'un tiers des Parties contractantes appliquant le règlement à la date de la notification n'ont pas notifié au Secrétaire général leur désaccord concernant l'amendement. Si à l'issue de cette période plus d'un tiers des Parties contractantes appliquant le règlement n'ont pas notifié au Secrétaire général leur désaccord, celui-ci déclare le plus tôt possible que l'amendement est adopté et obligatoire pour les Parties contractantes appliquant le règlement qui n'ont pas contesté l'amendement Si un règlement fait l'objet d'un amendement et si au moins un cinquième des Parties contractantes qui en appliquent la version non amendée déclarent ultérieurement qu'elles souhaitent continuer de l'appliquer, cette version non amendée est considérée comme une variante de la version amendée et est incorporée formellement à ce titre dans le règlement avec prise d'effet à la date de l'adoption de l'amendement ou de son entrée en vigueur. Dans ce cas, les obligations des Parties contractantes appliquant le règlement sont les mêmes que celles énoncées au paragraphe 1.

Attention : Services des Traités des Ministères des Affaires Étrangères et organisations internationales concernés.

3. Au cas où un pays serait devenu Partie à cet Accord entre la notification de l'amendement à un règlement adressée au Secrétaire général et l'entrée en vigueur de l'amendement, le règlement en cause ne pourrait entrer en vigueur à l'égard de cette Partie contractante que deux mois après qu'elle aurait accepté formellement l'amendement ou qu'un délai de six mois se serait écoulé depuis la communication que le Secrétaire général lui aurait faite du projet d'amendement."

Le 29 juin 2000

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a flourish.



Conseil Économique
et Social

Distr.
GÉNÉRALE

TRANS/WP.29/733
5 mai 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS et
FRANÇAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Forum mondial sur l'harmonisation des Règlements concernant
les véhicules (WP.29)

PROJET DE COMPLÉMENT 3 AU RÈGLEMENT No 91

(Feux-position latéraux)

Note : Le texte reproduit ci-après a été adopté par le Comité d'administration (AC.1) de l'Accord de 1958 modifié à sa quatorzième session, suite à la recommandation du WP.29 à sa cent-vingtième session. Il a été établi sur la base du document TRANS/WP.29/2000/16, sans modification (TRANS/WP.29/703, par. 177).

Ajouter un nouveau paragraphe 5.4.4, ainsi libellé :

"5.4.4 sur les dispositifs à répartition réduite de la lumière, conformément au paragraphe 2.5 de l'annexe 4 au présent Règlement, d'une flèche verticale dirigée vers le bas depuis un segment horizontal."

Ajouter un nouveau paragraphe 5.12, ainsi libellé :

"5.12 La marque d'homologation doit être bien lisible et indélébile. Elle peut être placée sur une partie intérieure ou extérieure (transparente ou non) du dispositif ne pouvant être séparée de la partie transparente du dispositif qui émet la lumière. La marque doit en tout cas être visible lorsque le dispositif est monté sur le véhicule ou lorsqu'une partie mobile - tel le capot, le couvercle du coffre ou une porte - est en position ouverte."

Paragraphe 7.1.4, ajouter à la fin la phrase suivante :

"...

Toutes les sources lumineuses branchées en série sont considérées comme étant une seule source lumineuse."

Paragraphe 8.2, modifier comme suit :

"8.2 La couleur de la lumière émise à l'intérieur du champ de la grille de répartition de la lumière défini au paragraphe 2 de l'annexe 4 doit être comprise dans les limites des coordonnées trichomatiques pour la couleur en question à l'annexe 5 du présent Règlement. En dehors de ce champ, on ne doit pas constater de forte variation de couleur."

Ajouter un nouveau paragraphe, ainsi libellé :

"15. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

15.1 À compter de la date officielle d'entrée en vigueur du complément 3 au Règlement, aucune Partie contractante appliquant le présent Règlement ne pourra refuser d'accorder une homologation CEE en vertu du présent Règlement tel qu'amendé par le complément 3.

15.2 Passé un délai de 24 mois après la date d'entrée en vigueur, les Parties contractantes appliquant le présent Règlement n'accorderont d'homologation CEE que si le type de feux-position latéraux à homologuer satisfait aux prescriptions du présent Règlement tel qu'amendé par le complément 3.

15.3 Les Parties contractantes appliquant le présent Règlement ne peuvent refuser d'accorder des extensions d'homologation au titre du présent Règlement sous sa forme originale et tel que complété ultérieurement.

- 15.4 Les Parties contractantes appliquant le présent Règlement pourront continuer à accorder des homologations aux types de feux-position latéraux qui satisfont aux prescriptions du présent Règlement sous sa forme originale et tel que complété ultérieurement, pendant les 12 mois suivant la date d'entrée en vigueur du complément 3 au Règlement.
- 15.5 Les homologations CEE octroyées en vertu du présent Règlement moins de 12 mois après la date de son entrée en vigueur et toutes les extensions d'homologation, y compris celles du présent Règlement sous sa forme originale et tel que complété ultérieurement restent valables indéfiniment. Si le type de feux-position latéraux homologué en vertu du présent Règlement sous sa forme originale et tel que complété ultérieurement satisfait aux prescriptions du présent Règlement tel qu'amendé par le complément 3, la Partie contractante qui a accordé l'homologation doit en aviser les autres Parties contractantes appliquant le présent Règlement.
- 15.6 Aucune Partie contractante appliquant le présent Règlement ne peut refuser d'accorder l'homologation à un type de feux-position latéraux homologué en vertu du complément 3 au présent Règlement.
- 15.7 Pendant les 36 mois suivant la date d'entrée en vigueur du complément 3 au Règlement, aucune Partie contractante appliquant le présent Règlement ne peut refuser d'homologuer un type de feux-position latéraux homologué en vertu du présent Règlement sous sa forme originale et tel que complété ultérieurement.
- 15.8 Passé un délai de 36 mois après la date d'entrée en vigueur du complément 3 au présent Règlement, les Parties contractantes appliquant le présent Règlement pourront refuser la commercialisation d'un type de feux-position latéraux qui ne satisfait pas aux prescriptions du complément 3 au présent Règlement, sauf si le feu-position latéral en question est conçu comme un élément de remplacement pour véhicules en service.
- 15.9 Les Parties contractantes appliquant le présent Règlement peuvent continuer à accorder des homologations à des feux-position latéraux en se fondant sur un ancien complément au Règlement à condition que les feux-position latéraux en question soient conçus comme des éléments de remplacement pour véhicules en service.
- 15.10 À compter de la date officielle d'entrée en vigueur du complément 3 au Règlement, aucune Partie contractante appliquant le présent Règlement ne pourra interdire le montage sur un véhicule de feux-position latéraux homologués en vertu du présent Règlement tel qu'amendé par le complément 3 au présent Règlement.
- 15.11 Les Parties contractantes appliquant le présent Règlement pourront continuer à autoriser le montage sur un véhicule de feux-position latéraux homologués en vertu du présent Règlement sous sa forme originale ou tel que complété ultérieurement pendant les 48 mois

suivant la date d'entrée en vigueur du complément 3 à la série d'amendements 00.

- 15.12 À l'expiration d'un délai de 48 mois après la date d'entrée en vigueur du complément 3 au Règlement, les Parties contractantes appliquant le présent Règlement pourront interdire le montage d'un feu-position latéral ne satisfaisant pas aux prescriptions du présent Règlement tel qu'amendé par le complément 3, sur un véhicule neuf dont l'homologation de type ou l'homologation individuelle nationale a été accordée plus de 24 mois après la date d'entrée en vigueur du complément 3.
- 15.13 À l'expiration d'un délai de 60 mois après la date d'entrée en vigueur, les Parties contractantes appliquant le présent Règlement pourront interdire le montage de feux-position latéraux ne satisfaisant pas aux prescriptions du présent Règlement tel qu'amendé par le complément 3 sur un véhicule neuf immatriculé pour la première fois plus de 60 mois après la date d'entrée en vigueur du complément 3 au présent Règlement."

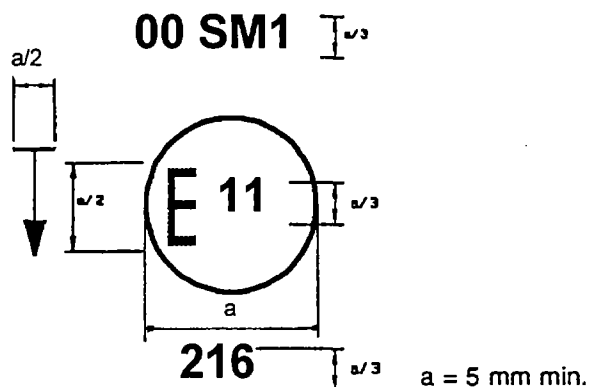
Annexe 1, après la figure relative aux "Angles minimaux verticaux, SM1 et SM2:", ajouter une phrase nouvelle ainsi libellée :

"L'angle de 10E au-dessous de l'horizontale peut être ramené à 5E dans le cas de lampes dont la hauteur de montage est inférieure ou égale à 750 mm au-dessus du sol."

Annexe 2, rubrique 9, ajouter à la fin ce qui suit :

"Uniquement pour une hauteur de montage limitée égale ou inférieure à 750 mm au-dessus du sol, oui/non 2/"

Annexe 3, exemple 1 a), modifier comme suit :



Annexe 3, ajouter, à la fin de la légende figurant sous la figure :

"... sous le No 216. La flèche verticale orientée vers le bas depuis un segment horizontal indique que, pour ce dispositif, la hauteur de montage autorisée est égale ou inférieure à 750 mm au-dessous du sol.

..."

Annexe 4,

Ajouter un nouveau paragraphe 2.5, ainsi libellé :

"2.5 Toutefois, lorsqu'un dispositif est destiné à être monté à une hauteur égale ou inférieure à 750 mm au-dessus du sol, l'intensité photométrique est uniquement vérifiée jusqu'à un angle de 5E vers le bas;"

Paragraphe 3, titre, modifier comme suit :

"3. Mesure photométrique pour les feux"

Ajouter un nouveau paragraphe 3.3, ainsi libellé :

"3.3 Pour tout feu de signalisation, sauf ceux munis de lampes à incandescence, les intensités lumineuses, mesurées après 1 mn et après 30 mn de fonctionnement, doivent respecter les prescriptions minimale et maximale. La répartition de l'intensité lumineuse après 1 mn de fonctionnement peut être calculée à partir de la répartition de l'intensité lumineuse après 30 mn de fonctionnement en retenant à chaque point d'essai le rapport des intensités lumineuses mesurées en HV après 1 mn et après 30 mn de fonctionnement."